



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
du Limousin

Service stratégie régionale du développement durable  
Unité Autorité Environnementale

Nos réf. : F07413P0178

Affaire suivie par Lewis BEGARD

lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45

Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Limoges, le 02 DEC. 2013

Le Préfet

à

Monsieur Michel BERTRAND

Villard

87370 Bersac-sur-Rivalier

**Objet :** Notification de décision

**P.J. :** Arrêté n° 2013/199

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

**Nature du projet :** Boisement partiel (5,5 ha) des parcelles n° ZB16, ZC34p et ZC38, représentant une superficie totale de 10,992 ha

**Localisation :** « Peu Sagnol » ; « Les Sagnes » - 87290 Saint-Sornin-Leulac

**Numéro d'enregistrement :** F07413P0178

**Nature de la décision :** L'opération de boisement n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse suivante :

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-a1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures et qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.122-1-1 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet de la demande d'autorisation de boisement devant être formulée auprès des services du Conseil Général de la Haute-Vienne ni du respect d'autres réglementations en vigueur notamment celle relative aux coupes avant reboisement.

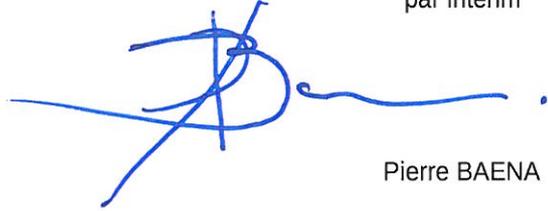
Bien que votre demande ne soit pas soumise à la réalisation d'une étude d'impact, je souhaite attirer votre attention sur le fait que le boisement devra contribuer au maintien des corridors écologiques du territoire ainsi qu'à la fonctionnalité de la continuité écologique qu'ils constituent (notamment le ruisseau des écrevisses).



Certificat n° 42202  
Certificat n° 42203

De plus, votre projet se situant à proximité de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vallée de la Gartempe et affluents », il vous appartient de contribuer à la conservation de cette zone notamment en privilégiant la réalisation de la phase travaux en période diurne afin de ne pas nuire aux chiroptères présents sur ce secteur de la commune.

Pour le Préfet de Région,  
Le Directeur Régional de l'Environnement de  
l'Aménagement et du Logement du Limousin  
par intérim

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'P' followed by a horizontal line and a small dot at the end.

Pierre BAENA

Copies :

- Préfecture
- ARS
- DDT
- SGAR



PRÉFET DU LIMOUSIN, PREFET DE LA HAUTE-VIENNE

**Arrêté n° 2013/199**  
**portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3**  
**du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne,  
Chevalier de la légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 05 novembre 2013 portant délégation de signature à Monsieur Pierre BAENA, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin par intérim ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F07413P0178 relative au projet de boisement partiel (5,5 ha) de 3 parcelles représentant une superficie totale de 10,922 hectares, demande reçue et considérée comme complète le 8 novembre 2013 ;

Vu l'avis de monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé en date du 13 novembre 2013 ;

Considérant que le projet porte sur le boisement partiel des parcelles n° :

- ZB16, au lieu-dit « Peu Sagnol »,
  - ZC34p, et ZC38, au lieu-dit « Les Sagnes »,
- sur le territoire de la commune de Saint-Sornin-Leulac (87290) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet vise le boisement des parcelles concernées ;

Considérant que les effets éventuels du projet peuvent être appréhendés et encadrés au-travers de prescriptions formulées lors de la délivrance de l'autorisation de boisement ;

Considérant qu'au regard des éléments apportés par le pétitionnaire et des connaissances disponibles au moment de la demande le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

# ARRÊTE

## Article 1

L'opération de boisement conduite par Monsieur Michel BERTRAND - dossier n° F07413P0178 - n'est pas soumise à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

## Article 2

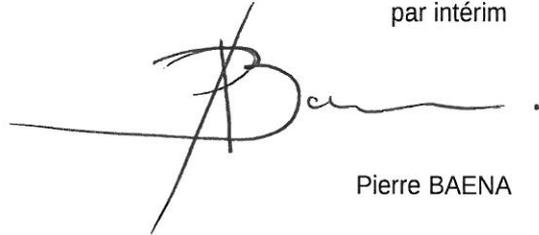
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

## Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Limousin.

Fait à Limoges, le **02 DEC. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement  
par intérim



Pierre BAENA

### Voies et délais de recours

#### 1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le **recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à  
**Monsieur le préfet de région**  
**Préfecture de région et de la Haute-Vienne**  
**1 rue de la Préfecture**  
**BP 87031**  
**87031 Limoges cedex 1**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

#### 2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le **recours gracieux** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
**Monsieur le préfet de région**  
**Préfecture de région et de la Haute-Vienne**  
**1 rue de la Préfecture**  
**BP 87031**  
**87031 Limoges cedex 1**

Le **recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à  
**Monsieur le ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie**  
**Hôtel de Roquelaure**  
**246 boulevard Saint-Germain**  
**75007 PARIS**

Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :  
**Tribunal administratif de Limoges**  
**1 Cours Vergniaud**  
**87000 Limoges**